

Economie et Justice

L'économie a ceci de paradoxal : ils'agit d'une science complexe dont pourraient seuls parler à bon droit des experts patentés, alors que c'est précisément une science dont les acteurs sont d'abord tous les hommes et toutes les femmes de ce monde.

Soyons justes : comme toute science, elle requiert une connaissance approfondie qui justifie tous les diplômes accordés dans ce domaine.

Soyons cohérents : cette science parle à un public supposé comprendre ce qu'on lui dit aussi bien que ce qu'il fait.

A partir de là, ce public, vous et moi, est admis comme légitime dans l'arène de la discussion.

Tout en restant très modestes, nous pouvons alors exprimer quelques réflexions sur la réalité économique qui nous entoure et le sentiment ou les réflexions qu'elle nous inspire par rapport à nos convictions personnelles et, disons le ici franchement, par une vision Chrétienne de nos rapports sociaux.

Il ne s'agit pas ici de prôner une vision libérale ou une vision socialiste de l'économie. L'implosion du bloc de l'Est, il y a une vingtaine d'années, et la crise économique mondiale que nous connaissons depuis 4 ans nous ont appris que la référence pure et dure à ces 2 écoles, nous menait dans le décor.

Soyons honnêtes : nous savons bien que nous nageons tous dans une économie de marché, laquelle, selon les pays et les « moments politiques » est plus ou moins dosée de mesures destinées à contrôler ses mécanismes en fonction des choix politiques que l'on s'est fixés : Il ne s'agit pas ici de choix de tel ou tel parti politique mais de la vision que l'on a personnellement de l'organisation et du fonctionnement de la vie en société (A partir de là seulement, chacun, en démocratie, apportera son suffrage à celui ou ceux qui lui semblent les mieux à même de mettre en œuvre cette vision.)

Ceci posé, on peut concevoir l'économie comme un terrain où s'élaborent les échanges de biens et de services entre les hommes, un instrument à leur service, instrument à partir duquel les sociétés peuvent assurer leur développement technologique, social et humain.

Cet instrument est disponible pour le pouvoir politique dans la mesure où, par son arsenal législatif et réglementaire, ce dernier peut encadrer, orienter, encourager ou censurer l'activité économique.

Soyons lucides : s'il existe des réussites ou au contraire des échecs en matière de politique économique, cela peut bien sûr venir du bien ou du mal-fondé des mesures prises. Cela peut venir aussi du comportement des agents économiques, de leur capacité à adhérer ou au

contraire à échapper à ces mesures. On voit bien que la dimension maintenant planétaire du terrain de jeux permet aux plus adroits (et souvent aux plus puissants) de se mettre à l'abri d'une réglementation qui ne concerne qu'une faible partie du terrain.

Cela signifie donc que nous avons tous une responsabilité économique personnelle, aussi modeste soit-elle.

Maintenant revenons à cette idée de vision chrétienne de la société et de ses conséquences sur nos choix politiques et sur nos comportements économiques.

Et d'abord qu'est ce qu'une vision chrétienne de la société ? Pour éviter de « tartiner » des pages entières, disons que ce pourrait être une société de fraternité ? en référence à la démarche actuellement engagée par l'Eglise de France et intitulée « DIACONIA 2013 : servons la Fraternité ». En tous cas ce serait une société de Justice (souci exprimé par Benoît XVI dans son encyclique « Caritas in veritate »).

En quoi, dès lors, pouvons nous exercer notre responsabilité en matière économique, pour œuvrer à la réalisation d'une société toujours plus juste ?

Jésus, dont on ne sait pas qu'il avait fréquenté l'université des sciences économiques, a eu l'occasion à plusieurs reprises d'aborder ces questions et en général pour faire ressortir une idée précise et immédiate. Mais rien n'interdit d'élargir et de prolonger la réflexion, **au risque de l'incongruité.**

-Une première accroche nous vient là où on ne l'attend pas : dans L'évangile de saint Matthieu (6,11.) Jésus qui nous apprend à prier dit à son père: « donne nous aujourd'hui notre pain de ce jour ».....pour demain on te fait confiance !

Or l'économie est un peu comme un vélo, elle n'est pas immobile et ne fonctionne qu'en mouvement. Si l'apprenti cycliste a peur et cesse de pédaler, c'est la chute assurée. Pareillement, le moteur de l'économie, c'est la confiance ; c'est ce qui fait par exemple que nous pouvons payer un bien ou un service avec de l'argent (cela s'appelle aussi en terme savant la « monnaie fiduciaire »....et fiduciaire a la même racine que foi et confiance), de l'argent en lequel on espère que l'autre croît suffisamment pour penser qu'il gardera assez de valeur pour l'échanger lui-même contre quelque chose dont il a besoin (l'argent est l'une des inventions les plus géniales de l'humanité : ne le rejetons pas avec l'eau du bain dans lequel il trempe trop souvent). C'est aussi ce qui fait que l'on peut acheter quelque chose pour lequel on n'a pas encore soi-même gagné l'argent nécessaire : une maison pour sa famille, une machine pour son entreprise. Tout cela grâce au crédit (le terme crédit vient de croire). Quelqu'un qui a confiance en vous va vous prêter l'argent qu'il a et dont il n'a pas besoin. Et au lieu de le cacher sous son matelas, il va ainsi permettre à une entreprise de construire votre maison, à une autre de produire des biens demandés sur le marché : la mécanique est en route, ces entreprises vont employer des salariés pour construire et

fabriquer et ces gens là eux même, avec l'argent ainsi gagné, vont pouvoir s'offrir ce dont ils ont besoin.

Sans la confiance par contre, tout se bloque, plus d'argent, plus de crédit, plus d'activité, plus de travail!

Mais qu'y pouvons-nous nous-mêmes ! Eh bien d'abord apprendre à occuper notre argent avec discernement. Entre Harpagon et le fils prodigue, il y a matière à en faire profiter tout le monde !

Soit, pour sa part épargnée, le placer utilement pour qu'au-delà de sa légitime rémunération, il puisse participer à des financements d'intérêt général (logements, investissements productifs, équipements publics, etc....), soit, pour sa part dépensée, participer directement aux échanges qui font tourner la machine économique.

A nous de savoir orienter cette épargne et de consommer sans nuire aux autres ni à notre environnement.

-une autre manière d'employer son argent est le Don : Dans ce cas là, nous n'attendons à priori aucune contrepartie à notre déposition. Voilà une bonne occasion de nous conformer au devoir de charité envers nos frères les plus défavorisés..... et parfois aussi de nous redonner à bon compte une conscience peut-être un peu trop malmenée par notre intempérance.

Autrefois cela s'appelait l'aumône. Le terme n'est pas évacué mais il a malheureusement pris une petite connotation péjorative suggérant la désinvolture ou peut être même un certain mépris....

Quoi qu'il en soit, au moins deux passages de l'Évangile nous interpellent et attirent notre vigilance.

Dans l'évangile de saint Marc (12,41-44) et dans celui de saint Matthieu (6,2-4), Jésus évoque d'une part la Veuve du temple et d'autre part l'art de donner en toute discrétion.

Dans ce dernier cas l'image est assez drôle et on imagine bien la scène avec un « généreux donateur » précédé d'une escorte et sonnante de la trompette sur son passage. Elle n'est d'ailleurs pas si irréelle que ça car on voit de nos jours quelques bateleurs, usant (et abusant ?), de leur notoriété, basculer dans un « Charity business » dont on ne sait vraiment qui est le 1^{er} bénéficiaire !

S'agissant de la veuve du temple, nous dit Jésus, avec ses 2 piécettes, elle donne quasiment tout son nécessaire, alors que le « riche », en déposant dans le tronc de grosses liasses de billets, pourtant sans aucunes communes mesures, n'a donné que de son superflu.

Jésus semble, tout en louant la veuve, juger bien sévèrement le riche !

Cet épisode nous revient souvent en mémoire.....parce qu'il nous chatouille toujours un peu !

Nous pourrions, sans être Crésus, nous sentir un peu visés en ce que nos dons sont parfois un peu trop calculés ! Profitons nous, à notre époque, de la déductibilité fiscale comme d'un effet d'aubaine pour donner autant à moindre coût ou au contraire saisissons nous l'occasion de cet avantage pour donner plus que nous ne pensions le faire ?

Décidément bien dérangeante, la veuve aux 2 sous !

-La pièce de César (Mat 22,17-22) : Une autre interrogation nous vient à l'esprit, même si elle concerne alors ce don obligatoire qu'est l'impôt. Tout le débat public sur sa progressivité et son poids relatif sur les situations personnelles trouve ici sa pertinence, à défaut de trouver la bonne solution. En ces temps de disette et de forts déséquilibres budgétaires, où placer la barre des efforts maximum demandés aux plus aisés ? Comment faire accepter ces efforts sans faire fuir les capitaux dans quelques paradis fiscaux ni faire fuir les « cerveaux » sous des cieux plus cléments ? Mais comment aussi fidéliser ces capitaux et ces cerveaux tout en les mettant à forte contribution ?

Ce sont là des questions qui concernent les pouvoirs publics tout autant qu'elles en appellent à la responsabilité individuelle.

-un comportement qui nous stimule : la parabole du bon samaritain (Luc 10, 29-37)

Dans cette histoire, la réponse à la question que pose Jésus nous paraît évidente ; on dirait même, en langage familier, « téléphonée ! » cet étranger qui passe par là est bien le vrai Prochain de la victime blessée et dépouillée par les bandits.... et ce n'est ni le prêtre ni le lévite.

Mais le Samaritain ne s'est pas arrêté à sa situation d'étranger : Un homme quel qu'il soit est un frère, d'où qu'il vienne.

On remarque qu'il ne s'en tient pas là et qu'il pousse à bout la logique de sa démarche : après avoir conduit son homme à l'auberge il s'empresse de prévenir qu'il en assumera la charge financière.

A l'heure où le débat sur l'immigration, l'accueil et le sort réservé à l'exilé (politique mais aussi économique) revient à la une des médias, n'est il pas temps de se poser quelques bonnes questions (même si comme nous le savons « la France ne peut pas seule accueillir toute la misère du monde ») :

Qu'est ce qui pousse un « clandestin » à quitter son pays d'origine ? Croyons nous vraiment qu'il pense être reçu chez nous comme dans un village de vacances, soigné à l'œil, nourri, logé, voire employé ?

Un exemple cité par un intervenant qualifié à la journée diocésaine « Diaconia 2013 » du 28 janvier dernier mentionnait que 95 % des malades immigrés se présentant pour des soins étaient des gens qui étaient en bonne santé au moment de leur départ de leur pays et dont la santé ne s'était donc dégradée qu'au cours de leur périple ou en raison de leur rugueuses conditions de vie depuis leur arrivée. Le motif médical n'est donc pas recevable comme on voudrait parfois nous le faire croire.

En réalité, un immigré est d'abord un émigré. On ne peut ignorer tout ce qui le retient d'abord dans son pays en termes de liens historiques, culturels, sociaux, familiaux, affectifs, à défaut de solides liens économiques ou politiques.

Eric –Emmanuel SCHMIDT montre très bien, dans son roman ULYSSE FROM BAGDAD, avec une heureuse légèreté, à quel point celui qui s'en va est poussé à bout. Il a épuisé toutes les solutions, toutes les hypothèses pour essayer de survivre en restant sur place. Il s'en va, poussé par la nécessité, souvent poussé aussi par sa famille pour laquelle le succès de son expédition représente la seule planche de salut.

Imagine t'on notre propre réaction si nous étions contraints de quitter notre pays, notre famille, notre maison, nos amis, et tout l'environnement culturel que cela représente, pour un pays où rien ni personne ne nous attend ?

Alors pour autant sommes-nous contraints à la fatalité d'un débarquement massif des continents pauvres, soumis à leur pression démographique galopante en face de nos taux de natalité européens en berne ?

Pouvons-nous au contraire aider ces pays et ces populations à conserver leurs forces vives en leur donnant de quoi satisfaire leurs aspirations économiques et humaines. ? C'est un vieux débat qui semble malheureusement bien « plombé » par un persistant constat d'échec.

Pourtant, si l'on a longtemps parlé du « tiers-monde » comme formant un tout difficilement dissociable, on constate aujourd'hui l'apparition de « pays émergents », emmenés par les fameux BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), ce qui prouve que le sous-développement n'est pas une fatalité définitive et qu'il est possible d'en sortir, même si c'est œuvre de longue haleine et avec des taux de réussite ou des délais inégaux selon les pays.

Il y a bien sûr une question basement matérielle mais inéluctable : l'argent. La quantité astronomique des besoins, l'origine privée et/ou publique des capitaux nécessaires.

Une chose est sûre : les seuls capitaux publics ne suffiront jamais à couvrir tous les besoins nécessaires en termes d'éducation, d'investissements, d'équipements, d'hôpitaux etc....

Donc cela suppose aussi des capitaux privés ? oui.....mais !

La réponse devrait être simple : en période de stagnation économique dans les pays dits « riches », ces derniers devraient avoir tout intérêt à susciter et soutenir des économies

susceptibles de devenir de vrais partenaires. De plus, ces pays « pauvres » n'ont guère d'autres solutions pour créer des entités économiques aptes à donner du travail à leur abondante main d'œuvre et à être compétitives sur le marché mondial.

Tout cela est encore, nous le savons, pour une bonne part, du rêve.

-Ces capitaux vont-ils être investis à bon escient ? Ne va-t-on pas recréer un colonialisme camouflé, au seul bénéfice des investisseurs ?

-Ces capitaux vont-ils se diriger volontiers vers des pays où la corruption est souvent monnaie courante et leur destination finale très aléatoires par rapport à leur cible initiale ?

Bref, quelles conditions préalables sont-elles nécessaires pour que l'aide du Nord fasse réellement décoller le Sud ?

Il est présomptueux pour les non-spécialistes que nous sommes de donner des conseils ou proposer des solutions à un problème où les gouvernements, les institutions internationales, financières et politiques, semblent bien se casser durablement les dents.

....mais le Samaritain a de la suite dans les idées : d'abord l'urgence, les soins au blessé et ensuite l'accompagnement, la mise à l'abri puis l'entretien quotidien.

Autrement dit, nous sommes appelés à réfléchir à la cohérence de nos choix et de nos politiques vis-à-vis de ce problème du développement.

On a le droit quand même de penser qu'au-delà de l'urgence (aide alimentaire et sanitaire), la priorité devrait être donnée d'abord à l'éducation, seule apte à donner non seulement dignité mais aussi qualification et autonomie aux populations concernées.

On se doit aussi d'aider simultanément ces Etats, très jeunes par rapport à la longue histoire de nos pays d'Europe, à créer des structures politiques, administratives, juridiques, financières et économiques solides, fiables et contrôlées. Sans ces structures il n'y aura pas d'état de droit. Sans état de droit il n'y aura pas de fonctionnement économique viable et donc pas de développement.

Et après,.... ce n'est pas fini car on ne sort pas de la pauvreté comme un volcan qui se réveille. C'est une histoire de longue haleine.

Nous n'avons sans doute guère, individuellement, les moyens d'agir nous même efficacement dans ce domaine mais nous pouvons encourager les acteurs politiques à ne pas baisser les bras, à définir des choix, à mobiliser des moyens, à susciter des initiatives.

L'investissement paraît lourd, voire démesuré, mais, très prosaïquement, tout le monde sera gagnant à avoir un client de plus.... Et comme on ne tue pas ses clients on essaiera de le protéger des menées guerrières.

Plus fondamentalement on aura contribué à rééquilibrer des situations géo-économiques, des échanges culturels, des solidarités réciproques et les conditions d'une paix durable.

On peut rêver ? Non, ce n'est pas du rêve, c'est une ambition légitime.

(Imaginons la suite de l'aventure du Samaritain, des liens qui se créent, une amitié mutuelle, une entraide sur les vieux jours etc..... rien n'est perdu).

Un souhait ? Que cette harmonie future ne se traduise pas par l'uniformisation. (Le monde entier en « jean » m'est insupportable !)

D'autres passages de l'Evangile permettrait à l'auteur de ces lignes quelques divagations supplémentaires (la parabole des talents, l'ouvrier de la 11^{ème} heure, le jeune homme riche....) **et il est probable qu'ils nous entraîneraient encore à quelques conclusions bien déstabilisantes....**

Guy Brachet